18 avril 2017 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la politique en faveur de l'industrie en France, en Saône-et-Loire le 18 avril 2017.

Monsieur le ministre, cher Christophe,
Madame la représentante du Conseil régional,
Monsieur le président du Conseil départemental,
Monsieur le président de la Communauté urbaine,
Madame la maire,
Mesdames, Messieurs les élus,
Je voulais ici, devant vous, Monsieur le Président de MECATEAMCLUSTER, vous dire combien nous étions conscients de ce que vous aviez engagé comme pari il y a quelques années, parce qu'il s'agissait de fédérer des énergies, de mobiliser des entreprises, de convaincre des élus, et aussi d'aller vers l'Etat pour chercher des subventions bien utiles lorsqu'il s'agit de réussir une aventure industrielle. Car il s'agissait bien de cela. Nous sommes dans un bassin qui avait connu des restructurations importantes ces dernières années ou même ces dernières décennies, entre la fermeture d'un certain nombre de sites, mines, et également Creusot-Loire et ses développements, hélas, qui n'ont pas pu être tout de suite remplacés par des installations industrielles, même s'il y a eu reconnaissons-le ARCELOR-MITTAL, ALSTOM, AREVA, GENERAL ELECTRIC, SAFRAN et tant d'autres qui font que votre bassin d'emplois est un bassin industriel. Ici, nous sommes dans un département, la Saône-et-Loire, qui est un département industriel, où l'emploi industriel représente au-delà de 20 % des actifs du territoire. Nous savons bien que la ville de Montceau-les-Mines a été également, comme la ville du Creusot, une ville industrielle qui entend rester profondément marquée par cette histoire, mais aussi profondément engagée dans des mutations. C'est ce à quoi votre cluster répond.
L'Etat a voulu jouer un rôle important, autant qu'il était possible, dans le redressement de l'industrie de notre pays. J'avais pris conscience, en effet, en 2012 - et le rapport de monsieur GALLOIS nous avait éclairés - de ce qu'était le risque pour notre industrie de perte en compétitivité et de déclin progressif. L'industrie, en France, c'est à peu près 12 % de la population active. En Allemagne, c'est plus de 20, voire de 22 %. Nous avons donc à la fois à reprendre l'initiative industrielle, créer des emplois, mais aussi gagner des parts de marché pour que notre compétitivité nous permette d'avoir une industrie forte, et en France et dans le monde. D'où la politique qui a été menée depuis 2012 avec ce pacte de responsabilité, pour permettre aux entreprises de disposer des marges et de pouvoir voir leurs charges allégées de façon à embaucher, à investir, à exporter, et c'était le préalable nécessaire, la condition indispensable pour développer notre industrie. Il y avait néanmoins une seconde condition, qui était de faire le pari de l'innovation et de la recherche, parce qu'un pays comme le nôtre ne peut pas simplement penser qu'il va être compétitif à travers des coûts salariaux qui vont être abaissés continument. Ce serait mettre en cause notre protection sociale ou le pouvoir d'achat. Nous avons besoin d'un modèle social. Donc nous ne pouvons faire la différence que si nous sommes sur des technologies, sur des produits d'excellence, et donc si nous disposons d'innovations et de recherche. Alors, pour y parvenir, nous avons d'abord sanctuarisé le crédit impôt recherche, ce qui représente six milliards d'euros en France, et nous avons soutenu l'investissement.
En ce moment, on parle beaucoup du suramortissement, parce que, quand je l'ai annoncé

En ce moment, on parle beaucoup du suramortissement, parce que, quand je l'ai annoncé, c'était, il y a à peu près 18 mois, il y avait beaucoup d'interrogations, mais maintenant qu'il va être arrêté, il y a presque des manifestations patronales pour le garder. Mais je ne pouvais m'engager que jusqu'à la fin du quinquennat si ce dispositif peut être repris, tant mieux, même si nous pensons aussi que la baisse de l'impôt sur les sociétés peut avoir le même effet.
C'était très important de soutenir l'investissement, et d'ailleurs, l'investissement est reparti depuis maintenant 18 mois. Enfin, pour soutenir l'innovation et la recherche, il nous fallait développer des programmes d'investissement d'avenir, et notamment des plateformes, des clusters, des pôles de compétitivité, comme le vôtre. Il s'agissait d'être sûr que ces regroupements d'entreprises, que ces clusters, que ces pôles de compétitivité puissent être vraiment des investissements d'avenir. Vous en avez fait la preuve.
Alors, ce programme d'investissement d'avenir, vous l'avez sollicité de plusieurs façons, d'abord, vous l'avez sollicité pour faire une plateforme de services mutualisés, pour la conception, la réalisation, la maintenance d'engins, d'infrastructures ferroviaires, vous avez été labellisé en 2014, et l'Etat vous a apporté six millions d'euros. Puis, ensuite, vous avez voulu également solliciter le programme des investissements d'avenir pour la formation professionnelle. Et vous avez ainsi rassemblé deux millions d'euros, un peu plus même, sur le coût de votre formation. Ce qui fait, au total, plus de huit millions d'euros que votre organisation a été capable d'obtenir de l'Etat. Si vous n'aviez pas été organisé comme vous l'avez été, si vous ne vous étiez pas fédéré, si vous n'aviez pas produit ce projet, vous n'auriez pas aujourd'hui ni les subventions de l'Etat, mais ni même les projets qui sont les vôtres aujourd'hui.
Alors, il faut donc saluer les initiatives qui ont été prises, et le pari qui a été aussi celui des collectivités locales, Monsieur le président. Parce que les collectivités locales auraient pu très bien aménager des friches, faire en sorte que, il n'y ait plus rien dans le paysage qui rappelle le passé, peut-être transformer un certain nombre de lieux en habitats ou en équipements. Vous avez fait le choix de transformer les friches pour en faire des lieux d'investissement d'emplois et d'activités, et de le faire avec à la fois le souvenir du passé, et en même temps, une perspective qui puisse offrir de l'emploi, à travers l'industrie ferroviaire.
L'industrie ferroviaire dans notre pays - mais Christophe pourrait en parler mieux que moi est une industrie qui est promise à un grand avenir, compte tenu du nombre d'investissements, d'opérations que nous avons lancés depuis déjà des années, et qui trouvent pour une part leur traduction. Un certain nombre d'entre vous étaient d'ailleurs avec moi lorsque nous avons inauguré l'achèvement du TGV de Tours à Bordeaux, qui sera bientôt mis en service.
C'est vrai que nous avons encore plein d'investissements, et aussi d'investissements de maintenance pour être à la hauteur. Il nous faut à la fois être capables de réaliser ces investissements, de les entretenir, et d'avoir le personnel correspondant. C'est ce que vous avez décidé de fédérer ici. Ce qui fait que, avec le plan qui a été défini, avec la région Bourgogne-Franche-Comté et ce que vous avez également sollicité d'un certain nombre d'opérateurs, vous aurez des projets d'innovation ici, avec BPI France, vous aurez la structuration de la filière, avec cette plateforme, et vous aurez des formations innovantes.
Ce qui fait que vous avez pu convaincre 100 entreprises de toutes tailles, des grandes entreprises, à taille mondiale, mais aussi des PME, de venir ici pour poursuivre cette démarche.
Alors, quelles leçons nous pouvons tirer ? La première, c'est qu'il y a un avenir pour l'industrie en France. Ceux qui prétendent le contraire se trompent. Bien sûr, il faut qu'il y ait des services, il y en a qui sont très performants, bien sûr qu'il faut une agriculture qui puisse être non seulement préservée d'un certain nombre d'aléas, mais également qui puisse être soutenue parce que nous avons, là encore, une agriculture d'excellence, et je ne dirai rien de la race charolaise, pour ne pas mécontenter la race limousine.
Mais c'est vrai qu'il y a ici encore, une qualité professionnelle, une production, qui est reconnue mondialement. Mais il nous faut de l'industrie. L'industrie, c'est ce qui nous permet d'avoir de nouveaux objets, de nouveaux produits, qui vont eux-mêmes avoir des usages, l'industrie, c'est ce qui nous permet d'avoir des avions, des trains, d'avoir des automobiles, et partout où je vais, nous avons les meilleures technologies.

Pour l'aéronautique, ai-je besoin de souligner ce que par exemple SAFRAN est capable de réaliser, pour le nucléaire, sujet qui fait débat - nous avons considéré qu'il fallait garder une industrie nucléaire, qu'il fallait faire monter les énergies renouvelables, qu'il fallait faire des diversifications dans les sources d'énergies, mais il fallait garder une filière nucléaire, mais pour cela, il a fallu recapitaliser les entreprises, AREVA et EDF, et avoir cette capacité industrielle d'excellence, ce qui nous a permis d'ailleurs de faire un projet au Royaume-Uni, qui nous a sollicités, et auquel nous avons répondu, et qui va donner du travail à AREVA, notamment, ici.
Nous avons l'excellence en matière automobile, j'étais encore, il y a quelques jours, à PSA Sochaux. Moi, quand je suis arrivé aux responsabilités en 2012, on annonçait des fermetures de sites PEUGEOT, on se posait même la question de savoir si PSA n'allait pas être racheté par un opérateur étranger. Aujourd'hui, c'est PSA qui rachète OPEL. Donc c'est dire si nous avons les capacités en France, et je pourrais continuer, donner des exemples, et vous avez ici de très belles entreprises, je ne vais pas les citer toutes, parce que si j'en oublie une, mon sort serait scellé donc, mais en matière de travaux publics, de bâtiments.
Tout à l'heure, nous étions sur un chantier routier, la RCEA, sujet qui fait l'actualité, hélas, mais qui, ici, est un sujet où on a maintenant la certitude que nous irons jusqu'au bout parce que le principe a été l'accélération, et que nous avons tranche par tranche, maintenant, la possibilité d'entrevoir enfin une RCEA qui sera sécurisée et mise à quatre voies.
Donc nous avons toutes les raisons de croire en notre avenir industriel. Mais il nous faut mettre l'accent sur deux priorités, c'est pour cela que je voulais être ici, c'est l'innovation, c'est ici qu'elle se décide, c'est ici qu'elle se prépare, c'est ici qu'elle se diffuse, à travers ce pôle de compétitivité, à travers ce cluster et la formation. La formation est essentielle pour les industriels. Tout à l'heure, il m'était dit : est-ce que l'Education nationale a été à la hauteur ? La réponse a été unanime : oui, elle a été à la hauteur.
L'Education nationale, mais aussi les systèmes en alternance, ce qui nous permet d'avoir des jeunes ou des moins jeunes qui peuvent se former, se qualifier, et répondre aux besoins des entreprises, ce que nous n'avons pas le droit de faire, c'est de former des personnes vers des métiers qui n'auraient pas d'avenir, mais ici, nous sommes certains que ces métiers auront un avenir.
Donc la formation est une grande priorité. Enfin, j'étais heureux de venir ici, pour lancer des travaux du programme MECATEAMPLATFORM, puisque dans quelques jours, les travaux vont commencer, et ensuite, en 2018, cette plateforme sera ouverte, une entreprise est également prévue de s'installer ici, nous verrons ce qu'elle peut nous dire précisément sur ses intentions. Mais je crois qu'elles sont maintenant déjà connues. C'est très important que nous puissions avoir 200 emplois directs ou indirects qui, ici, pourront être créés ou sont déjà en voie d'être créés.
Voilà pourquoi vous pouvez être fiers de ce que vous avez réalisé, ce pari que vous avez lancé, ce modèle que vous avez développé, parce que je dois dire ici : vous êtes un modèle, dans le cadre de toutes les opérations qui ont été lancées par le programme des investissements d'avenir, c'est vous qui avez été labellisé comme un modèle.
C'est la raison pour laquelle je voulais venir ici pour que cet exemple puisse être connu de tous, et avoir aussi un mot à l'égard de Christophe SIRUGUE, qui, ministre de l'Industrie, depuis plusieurs mois, n'a pas ménagé sa tâche, il faut dire que, il y a eu un certain nombre de sujets qui l'ont occupé, vous l'avez peut-être moins vu ici, mais je peux vous assurer qu'il a été non seulement présent ailleurs, mais efficace, et que nous avons pu régler un grand nombre de dossiers industriels.
La meilleure preuve, nous sommes dans une période de campagne électorale, je n'apprends rien à personne, moi, en 2012, quand j'étais candidat, j'avais fait le tour des sites industriels qui étaient en difficulté, c'était un tour de France, tous les candidats d'ailleurs le faisaient, et on allait à Florange, et on allait à Rouen, et on allait à Saint-Nazaire, et on allait ici, partout, où on avait été confronté à des dossiers industriels.
Je ne dis pas qu'il n'y a pas de difficultés pour un certain nombre d'entreprises, y compris dans ce département, et j'ai été saisi d'une situation. Mais nous avons redressé notre industrie, nous

avons permis à nos entreprises d'être plus compétitives et d'être plus innovantes, et Christophe SIRUGUE y a apporté, si je puis dire, sa pierre, et je voulais ici le souligner, en vous remerciant pour l'accueil que vous m'avez réservé, un soleil qui parfois manque ailleurs, et un peu de froid, pour rappeler que nous sommes ici en Saône-et-Loire.
Merci.